



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

MARCHÉ PUBLIC

établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Acquisition d'un portique de lavage de véhicules

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Numéro de consultation : 2025-BSF-DCE36518

Procédure de passation : Procédure adaptée < 90 000 € HT

Sommaire

Article 1 - PRÉAMBULE.....	3
Article 2 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS.....	3
Article 3 - EXIGENCES D'EXÉCUTION.....	3
3.1 Exigences relatives au portique.....	3
3.2 Exigences relatives aux prestations annexes.....	4
3.2.1 Démontage, installation et mise en service.....	4
3.2.2 Formation.....	4
Article 4 - CONTRAINTES.....	4
4.1 Connaissance des lieux et du dossier de consultation.....	4
4.2 Réglementation et législation.....	5

Article 1 - PRÉAMBULE

Le marché a pour objet l'acquisition d'un portique de lavage de véhicules légers au profit du centre de soutien technique gendarmerie du groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux.

Ce document constitue la description technique des prestations à réaliser.

Il définit les exigences de l'acheteur dans la réalisation des prestations.

Article 2 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

Le titulaire assure la réalisation des prestations suivantes :

- la fourniture du portique de lavage ;
- la livraison, démontage de l'existant, l'installation et la mise en production du matériel ;
- la formation des personnels en charge de l'utilisation du matériel.

Article 3 - EXIGENCES D'EXÉCUTION

3.1 Exigences relatives au portique

Le système doit offrir au minimum les caractéristiques décrites ci-dessous.

- ♦ Portique de lavage à brosses
 - ✓ cadre en acier galvanisé à chaud
 - ✓ largeur de passage : 2,50 m
 - ✓ hauteur de lavage du véhicule jusqu'à 2,30 m
 - ✓ inclinaison pneumatique des brosses latérales
 - ✓ dispositif de levage de la brosse horizontale
 - ✓ déplacement du portique contrôlé par variateur
 - ✓ portes en acier peint sans feux de positionnement
 - ✓ chaîne d'énergie à fixation murale
 - ✓ rails au sol
 - ✓ unité de commande à écran tactile avec coffret de commande
 - ✓ portique pré-assemblé en usine
- ♦ Alimentation en eau
 - ✓ pompe doseuse pour shampooing et agent de séchage
 - ✓ fonction d'économie d'eau
 - ✓ sécurité manque d'eau
 - ✓ alimentation deux eaux
 - ✓ fonctionnement avec recyclage 85/15 (85 % d'eau recyclée)
 - ✓ fonctionnement uniquement en eau du réseau
 - ✓ adoucisseur en mode rinçage
- ♦ Programmes de lavage
 - ✓ sélecteur de programmes
 - ✓ lavage des roues avec brosses disque et basse pression
 - ✓ pré-lavage à mousse sur le côté
- ♦ Séchage
 - ✓ sècheur de toit contrôlé par variateur
 - ✓ sècheur de toit avec suivi du contour du véhicule avant / arrière
 - ✓ déflecteur pivotant 35°
 - ✓ sècheurs latéraux

- ◆ Protections
 - ✓ anti-éclaboussure brosse de toit
 - ✓ sécurité anti-écrasement avant et arrière avec anti-éclaboussure brosse verticale, gauche
 - ✓ sécurité anti-écrasement avant et arrière avec anti-éclaboussure brosse verticale, droite
- ◆ Commande
 - ✓ kit lecteur de cartes/clés sans contact
 - ✓ rechargeur autonome de cartes ou clés sans contact (avec imprimante)
 - ✓ un terminal de programmation
 - ✓ cartes sans contact (mini 100 cartes)
- ◆ Accessoires
 - ✓ lot de 2 détergents pour démarrage (shampooing + agent de séchage)

3.2 Exigences relatives aux prestations annexes

3.2.1 Démontage, installation et mise en service

Le titulaire doit mettre en œuvre les moyens matériels adéquats pour procéder au démontage de l'existant et à l'installation du portique.

En aucun cas le personnel de l'acheteur n'est autorisé à procéder au déchargement et à l'installation. Il ne peut qu'apporter assistance et conseil lors des opérations de manutention.

Un personnel de l'acheteur est présent pendant son intervention.

Le titulaire doit procéder au raccordement en électricité et en eau sur l'installation pré-existante.

À ce titre, le titulaire communique en amont de la livraison les pré-requis électriques nécessaires au bon fonctionnement du matériel au correspondant technique déterminé dans le CCAP.

À l'issue de l'installation, le titulaire accompagné de la personne habilitée par l'acheteur procède à la vérification du bon fonctionnement du matériel.

Le titulaire est chargé de la mise en décharge du matériel démonté.

3.2.2 Formation

Le titulaire réalise une formation pour les personnes du service bénéficiaire, dont l'objectif est une utilisation optimale du matériel (démarrage, réglage, détection et résolution d'anomalies mineures ne nécessitant pas l'intervention d'un technicien, entretien régulier).

À l'issue le titulaire délivre à chaque personnel une attestation de formation.

Article 4 - CONTRAINTES

4.1 Connaissance des lieux et du dossier de consultation

La visite des lieux est rendue obligatoire lors de la consultation, de ce fait, le titulaire est réputé :

- ◆ avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- ◆ avoir pris connaissance des possibilités d'accès, des installations où se déroulent les prestations, des disponibilités en énergie électrique et en eau ;
- ◆ avoir pris tous les renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations ;
- ◆ avoir pris parfaite connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux prestations.

En conséquence, le titulaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions le dispensent d'exécuter toutes les prestations et l'oblige à demander un supplément de prix.

4.2 Réglementation et législation

Dans l'étude et l'exécution du marché, les postulants doivent tenir compte des stipulations des lois, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires, normes applicables aux prestations relatives au présent appel d'offre, en vigueur un mois avant la date limite de remise des offres, tels que :

- aux normes NF, AFNOR ;
- au Code du travail (décret du 10/07/1913 "mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis" et textes modificatifs et d'applications) ;
- aux règlements sanitaires départementaux et municipaux ;
- aux consignes de montage données par les constructeurs ;
- aux règles de normalisation et instructions publiées par l'association française de normalisation et l'union technique de l'électricité ;
- aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements et normalisation, complétant ou modifiant les documents ci-dessus.

Les clauses et prescriptions énoncées ci-dessus ont un caractère général, elles demeurent implicitement applicables dans le cas de « variantes » ou de prestations modifiées le cas échéant.